

Document

Merkel prône une Europe à plusieurs vitesses

(lefigaro.fr)

7 juin 2012

La chancelière appelle à une intégration politique renforcée pour préserver l'euro, même si certains pays s'y opposent.

François Hollande voulait «tout mettre sur la table» pour un dialogue européen sans interdicts. Le voici servi. Le rouleau compresseur allemand s'est remis en marche, en direction du président français. Jeudi, Angela Merkel, qui recevait à Berlin le premier ministre britannique, David Cameron, a fait voler en éclats le tabou d'une Europe à «plusieurs vitesses». Parallèlement à la prévisible réserve britannique à l'égard de ses projets européens, la chancelière allemande s'invite implicitement dans la campagne pour les législatives françaises.

Angela Merkel réclame une «union politique» en Europe, quitte à accepter l'idée d'une Europe à deux vitesses si certains pays bloquent. «Nous avons besoin de plus d'Europe, plaide la chancelière. Nous n'avons pas seulement besoin d'une union monétaire mais il nous faut aussi une union budgétaire, fondée sur une politique budgétaire plus harmonisée. Et nous avons avant tout besoin d'une union politique. Nous devons, pas à pas, abandonner des compétences à l'Europe.» La chancelière ajoute que «nous devons permettre à chacun de participer». Mais «nous ne devons pas rester immobiles parce que l'un ou l'autre pays ne veut pas encore suivre», précise-t-elle.

Les pays de la zone euro constituent le noyau dur du projet envisagé par la chancelière. Comme à son habitude, Merkel a douché les attentes avant le Conseil européen des 28-29 juin. Pour elle, un seul rendez-vous ne saurait suffire à faire le grand bond en avant. Il s'agit d'une entreprise de longue haleine. Elle a de nouveau expliqué sa stratégie de croissance pour l'Europe. «La consolidation budgétaire et la croissance sont les deux faces d'une seule et même médaille», a-t-elle répété, soulignant que la croissance devait venir d'une compétitivité renforcée dans les différents pays de l'Union européenne. «Nous devons, chaque pays d'Europe, nous confronter à nos propres faiblesses», a-t-elle dit.

Montée de la défiance

François Hollande a ouvert la boîte de Pandore en réclamant des obligations européennes, qui mutualiseraient la dette des pays de la zone euro. En l'état actuel des institutions européennes, la solidarité allemande connaît des limites fixées par la loi fondamentale allemande et par l'opinion publique. Les projets européens de la chancelière allemande répondent aux inquiétudes de ses concitoyens et à une montée de la défiance à l'égard de l'Europe. Selon un sondage publié jeudi, 55% des Allemands jugent que l'abandon du Deutsche Mark au profit de l'euro fut une erreur.

Le camp des eurosceptiques allemands progresse ainsi de 9 points par rapport à novembre. La chancelière le répète sans relâche depuis le début de la crise: «Si l'euro échoue, l'Europe échoue.» L'Allemagne a retenu une leçon de son histoire: sa place est résolument au cœur d'une Europe forte. C'est pourquoi Merkel, placée dans un isolement croissant face à des partenaires qui réclament des mécanismes de solidarité plus contraignants pour l'Allemagne, leur propose d'aller plus loin avec «plus d'Europe».

La chancelière allemande n'exclut pas les «eurobonds», à condition qu'ils soient l'aboutissement de son projet d'intégration européenne. L'Allemagne s'est infligé une douloureuse cure de réforme de dix ans, qui a largement contribué à sa santé économique actuelle. Elle réclame que ses partenaires en fassent autant pour refonder la compétitivité de la zone euro. Elle juge que l'Europe doit réformer son marché du travail pour en assouplir les règles et refondre ses systèmes sociaux, en adaptant notamment l'âge de la retraite à l'espérance de vie.

Défense commune

Angela Merkel défend aussi la création d'un poste de ministre européen des Finances, avec des pouvoirs sur les budgets nationaux. Elle veut renforcer les pouvoirs du Parlement et la Commission européenne en les rapprochant des citoyens moyennant plus de représentativité démocratique. Ainsi, le président de la Commission européenne pourrait être élu au suffrage universel. Elle veut que l'Europe puisse peser sur la politique mondiale, avec une défense commune capable de se mobiliser pour défaire un régime despotique.

La démarche de Merkel se fonde sur une ambition pour une Europe gagnante capable d'exister face aux États-Unis, à la Chine et aux puissances émergentes. Elle réclame du courage pour adapter nos sociétés au monde nouveau et enrayer le déclin. Inspirée du fédéralisme allemand, sa vision esquisse ce que pourraient être les États-Unis d'Europe... Merkel mise sur le pragmatisme d'une France au pied du mur pour faire avancer l'Europe avec l'Allemagne.